

• **Hôtel de ville**

18 avenue Maréchal Joffre  
66380 Pia

☎ 04 68 63 28 07

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et le dix sept juillet à 10h30, le Conseil Municipal de la Commune de PIA, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la salle Jean JAURES, sous la présidence de Monsieur Jérôme PALMADE (Maire).

Date de convocation : 10 Juillet 2020.

**Présents** : PALMADE Jérôme, RIVES Pascale, ROSIQUE Henri, CIMPELLO Céline, BONILLO Ludovic ; THOMAS Marion, FUENTES Frédéric, SAREHANE Saadia, ELIAS Gérard, BENTZ Yvette, PELLET Yves, VAUR Véronique, GUILLET David, BLANC Estelle, DUTILLEUL Xavier, CARDOSO DA COSTA Gwladys, DALMAU Pierre, GIMENEZ Vanessa, GAUX Jacques, VALENTE DE OLIVEIRA LOPES Sonia, GRUPPOSO Jean-Bernard, LANCIEN Anne-Laure, MAFFRE Michel, MARIBAUD Louis, ANDRE Incarnation, CAYRO Régis, MARTINEZ René, DURAND Nicole.

**Absent (s) ayant donné pouvoir** : Michel MAFFRE par Régis CAYRO, ESPERT Christine par Incarnation ANDRE.

Madame THOMAS Marion a été élue secrétaire de séance.

**DE\_2020\_041 : Demande d'audit financier auprès d'un cabinet d'expertise indépendant.**

Monsieur le Maire indique à l'assemblée qu'il souhaite qu'un audit financier soit réalisé par un cabinet d'expertise indépendant. Cette expertise portera sur la gestion financière des années 2015 à 2020. Plusieurs Cabinet seront contactés afin de retenir l'offre la plus intéressante pour la collectivité. Les crédits seront inscrits au budget.

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après avoir délibéré, le Conseil décide à la majorité des membres présents et représentés de 24 voix pour et 5 abstentions d'approuver la réalisation de cet audit financier des comptes de la Commune.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.  
Pour extrait certifié conforme.

Le Maire  
Jérôme PALMADE

PREFECTURE  
PYRÉNÉES - ORIENTALES  
28 JUL. 2020  
COURRIER



Certifié exécutoire suivant le dépôt en préfecture le :  
Publié ou notifié le :

Conformément aux dispositions du Code de Justice administrative, le Tribunal Administratif de Montpellier peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en préfecture du département des Pyrénées-Orientales,
- date de sa publication et/ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

